

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

UNI : l'esprit de "l'Alliance politique pour le Gabon" dévoilé

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

JUSQU'AU week-end écoulé, "l'Alliance politique pour le Gabon" (APG), le concept du président de l'Union nationale initiale (UNI), Paul-Marie Gondjout suscitait moult interrogations. La tête de file de cette chapelle s'est attelée à donner, samedi dernier, du contenu audit concept à la faveur d'une conférence de presse, organisée à son siège.

L'orateur d'indiquer qu'il compte œuvrer corps et âme à "unir les forces progressistes du Gabon". Objectif : bâtir l'avenir du pays. Le "progressiste-réformiste en chef" n'a pas manqué de dresser un constat peu reluisant de l'actuelle gouvernance marquée par des manquements criants dans le quotidien des Gabonais. "Le jeu politique est verrouillé par le parti au pouvoir et le système qu'il sert au grand dam des aspirations profondes des populations", déclare-t-il. Aussi l'UNI envisage de réunir les "partis et personnalités politiques et civiles pour travailler ensemble et préparer le pays dans une transition vers la 3e République", a-t-il lancé. Non sans proposer un "quinquennat de transition dédié à la consolidation de la démocratie en vue des prochaines élections, plus



Paul-Marie Gondjout livrant le contenu de l'«Alliance politique pour le Gabon».

transparentes et apaisées." Toutefois, l'élu de Lambaréné n'a pas dissipé toutes les zones d'ombre au tour dudit "quinquennat de transition". Quel sera le format de la transition tant souhaitée par lui ? Ladite proposition, si elle est acceptée par les acteurs politiques, s'appliquera avant ou après les élections générales de cette année ? Qui pilotera la transition ?

Paul-Marie Gondjout de présenter l'APG comme une "proposition politique d'anticipation

qui permettrait de désamorcer le risque de crise politique et de violences post-électorales". Mieux, selon lui, "une alternative autour d'un programme commun consensuel pour le développement économique et social du Gabon."

Pour l'heure, le concepteur de "l'APG", tel un VRP, agite son...concept tous azimuts. À ce propos, il dit travailler actuellement avec plusieurs personnalités politiques et de la société civile sur la question.

MRSE : le CLR claque la porte

J.K.M
Libreville/Gabon

ÉNIÈME coup d'éclat ou volonté affichée d'aller au bout de sa pensée ? Quoi qu'il en soit, le président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé, a annoncé, samedi dernier, au siège de sa formation politique, son départ de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Derrière ce départ, le général de police à la retraite pointe du doigt en réalité les dysfonctionnements qui persistent, selon lui, au sein de ce regroupement des formations politiques soutenant l'action politique du chef de l'État, et qu'il n'a jamais cessé de dénoncer. Notamment la non-prise en compte par les instances de la MRSE des interpellations des écuries politiques autres que le Parti démocratique gabonais (PDG). De fait, a-t-il déploré, "le Conseil politique, la réunion des chefs de partis, le secrétariat permanent n'ont jamais fonctionné conformément aux dispositions

de la Charte."

Ce à quoi, a-t-il ajouté, "pour des questions électorales, le secrétariat permanent, qui est tenu de consulter les partis membres, n'a que très peu retenu les propositions transmises par les camarades, notamment en ce qui concerne la nomination des membres des commissions électorales qui restent finalement majoritairement au PDG. Ce, en violation de l'impératif de consensus établi par les dispositions de l'article 18 de la Charte de la MRSE".

D'où, a-t-il indiqué, la MRSE est devenue une coquille vide. Elle devrait changer de paradigme et désormais s'appeler "les partisans du pouvoir".

Pour autant, a précisé Jean-Boniface Assélé, en quittant la MRSE, ses partisans et lui sont disposés à établir, s'il le souhaite, avec le président Ali Bongo Ondimba, un nouveau partenariat direct avec le détenteur du pouvoir légitime du peuple, qui soit un véritable accord opérationnel gagnant-gagnant".



Le président du CLR, Jean-Boniface Assélé, lors d'une précédente sortie.

La Semaine

Les choses se précisent, malgré tout...

UNE quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, dont le président Ali Bongo Ondimba, se sont réunis à Paris (France) à l'initiative du numéro un français, Emmanuel Macron, pour réfléchir sur la mise en place d'un nouveau pacte de financement contre les changements climatiques et la pauvreté. De nouveaux engagements ont été pris. Sans plus.

Au niveau local, plusieurs autres événements et faits ont retenu l'attention de nombreux observateurs et analystes de l'actualité nationale. C'est le cas de la publication des membres des différents organes du Parti démocratique gabonais (PDG), à savoir le Conseil consultatif des sages, le Comité permanent du Bureau politique et le Bureau politique. A cela on peut ajouter la toute première réunion de l'Assemblée plénière du Centre gabonais des élections (CGE) ; la sortie du président du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé ; etc.

S'agissant du PDG, il faut relever l'intérêt que beaucoup, pas forcément militants dudit parti, ont accordé à la publication des noms des membres de ses organes. Normal, dira-t-on, puisque c'est la formation politique au pouvoir, donc qui décide, jusqu'à preuve du contraire, de notre vivre-ensemble. Et dans le fond, on a noté des grincements de dents ici et là. Ce qui, aux yeux de certains militants, n'est pas de nature à faciliter la cohésion et le travail sur le terrain. A la grande satisfaction de l'opposition ; du moins la vraie. Pas celle que nombre d'analystes politiques gabonais appellent "opposition intermédiaire". Nombre d'observateurs de la vie politique gabonaise diront que Jean-Boniface Assélé n'en est pas à ses premiers éclats de voix. Encore moins à ses premières critiques contre la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, plateforme qui soutient la politique du président Ali Bongo Ondimba, et à laquelle son parti, le CLR, appartient.

Après avoir dénoncé les dysfonctionnements de la charte qui régit cette plateforme, le général à la retraite, et pas moins oncle du chef de l'Etat, l'a qualifiée de "coquille vide". Non sans annoncer que le CLR quittait ce regroupement de partis politiques favorables au numéro un gabonais avec qui le CLR sollicite du reste un accord direct... Très peu croient à la sincérité du patron du CLR.

De la plénière du CGE, on retiendra que les élections générales (présidentielle, législatives, locales) vont se tenir le 26 août prochain. C'est-à-dire dans deux mois jour pour jour. Une date qui correspond au délai constitutionnel. En attendant les réactions des acteurs politiques, on peut dire que les paris sont permis. Notons qu'à ce niveau, les choses se précisent, malgré tout.

ONDOUBA'NTSIBAH